

Tous ensemble pour des créations de postes, les moyens budgétaires nécessaires et pour la défense de nos missions

Alors qu'en 2022 le budget du ministère de la Culture a été augmenté de 7,5% pour atteindre 4,083 milliards d'euros, la BnF continue à être soumise à une politique d'austérité qui touche les personnels et les missions de la bibliothèque. Dans le même temps, et malgré la perte de plus de 300 emplois, les choix stratégiques de la direction demeurent inchangés : faire plus avec moins.

Cette politique se traduit par :

- de nouvelles suppressions d'emplois sur le site François Mitterrand (- 40 postes),
- une amplitude d'ouverture élargie du site Richelieu et l'ouverture de certains espaces les jours fériés,
- une absence de revalorisation des primes en fonction de l'ancienneté (-500 à 1500 € par an) pour les titulaires et la non attribution de la prime de fin d'année pour une partie des contractuels,
- une réduction des services aux lecteurs du Rez-de-jardin avec le projet de fin de la communication directe des documents le matin. Projet qui vise à diminuer encore le nombre de magasiniers,
- une réduction constante des moyens humains et budgétaires consacrés au traitement et à la conservation des collections,
- le retour de la grande précarité pour les contractuels à temps incomplet (les « vacataires ») sur besoins permanents avec la fin des CDI remplacés par des CDD de 10 mois non-renouvelables.

Nous, personnels de la BnF, refusons cette politique porteuse de reculs sociaux, de dégradations de nos conditions de travail, d'abaissement de nos missions et de perte de sens de nos métiers. Nous réclamons des créations de postes et des moyens financiers à la hauteur des besoins et des missions de la BnF.

<i>Nom et prénom</i>	<i>Département</i>	<i>Signature</i>